

RESEAU COCAGNE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

4 rue des Arpentis
91430 VAUHALLAN

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

In Extenso

In Extenso Centre Ouest
350 rue Henri Potez
CS 72100
37210 Parçay-Meslay

Tél. : 02 47 87 48 00
toursnord@inextenso.fr
www.inextenso.fr

RESEAU COCAGNE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

4 rue des Arpentis
91430 VAUHALLAN

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de l'Association RESEAU COCAGNE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association RESEAU COCAGNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport du rapport financier et des autres documents mis à la disposition des membres de l'Assemblée Générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration, et dans les autres documents mis à la disposition des membres de l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Parçay-Meslay, le 29 avril 2025

Le Commissaire aux Comptes,
IN EXTENSO CENTRE OUEST



Représenté par Romaric TRUBAT

COMPTES ANNUELS

Bilan
Compte de résultat
Annexe

Bilan actif

Rubriques	Brut	Amort. &	Net au	Net au
		Dépréciations	31/12/2024	31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	-	-	-	-
Frais de recherche et de développement	-	-	-	-
Donations temporaires d'usufruit	-	-	-	-
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	58 206	5 755	52 451	53 029
Autres immobilisations incorporelles	16 042	7 111	8 931	12 139
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 201 906	156 458	1 045 448	1 068 108
Constructions	4 740 332	1 486 226	3 254 106	3 466 003
Installations techniques, matériels et outillages industriels	114 978	62 932	52 047	57 939
Autres immobilisations corporelles	875 023	319 808	555 215	612 076
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Biens reçus par legs ou donations	-	-	-	-
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	34 000	-	34 000	34 000
Autres titres immobilisés	1 525	-	1 525	1 525
Prêts, dépôts et autres créances	49 880	-	49 880	1 050
Autres immobilisations financières	156 733	30 000	126 733	126 733
Total I	7 248 625	2 068 289	5 180 336	5 432 602
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et autres approv.	-	-	-	-
En cours de production de biens	-	-	-	-
En cours de production de services	-	-	-	-
Produits intermédiaires et finis	-	-	-	-
Marchandises	-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-	-
Créances				
Usagers et comptes rattachés	115 485	40 443	75 041	95 886
Créances reçues par legs ou donations	-	-	-	-
Autres créances	2 426 946	-	2 426 946	1 506 876
Divers				
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Instruments de trésorerie	-	-	-	-
Disponibilités	1 797 153	-	1 797 153	1 455 374
Charges constatées d'avance	28 653	-	28 653	33 742
Total II	4 368 237	40 443	4 327 793	3 091 878
Frais d'émission des emprunts (III)	-	-	-	-
Primes de remboursement des emprunts (IV)	-	-	-	-
Ecart de conversion - Actif (V)	-	-	-	-
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	11 616 862	2 027 846	9 508 129	8 524 480

Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				



Bilan passif

Rubriques	Net au	Net au
	31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projets de l'entité	408 494	408 494
Autres réserves	705 000	705 000
Report à nouveau	303 794	244 798
Excédent ou déficit de l'exercice	85 514	58 996
SITUATION NETTE	1 331 774	1 417 288
Fonds propres consommables	-	-
Subventions d'investissement	619 062	659 374
Provisions réglementées	-	-
Total I	1 950 836	2 076 662
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
Fonds dédiés	3 054 093	3 045 748
Total II	3 054 093	3 045 748
PROVISIONS		
Provisions pour risques	143 757	143 757
Provisions pour charges	-	-
Total III	143 757	143 757
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 310 373	1 540 468
Emprunts et dettes financières diverses	9 555	65 293
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	164 973	276 745
Dettes des legs ou donations	-	-
Dettes fiscales et sociales	177 726	232 557
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	1 251 956	582 250
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	1 444 860	561 000
Total IV	4 359 442	3 258 312
Ecarts de conversion passif (V)	-	-
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	9 508 129	8 524 480
(1) Dont à plus d'un an (a)		
Dont à moins d'un an (a)	3 246 007	1 947 939
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		

Compte de résultat

	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	352 328	357 801
Ventes de biens et de services	52 749	100 346
<i>Ventes de prestations de services</i>	52 749	100 346
<i>Dont parrainages</i>	-	-
Produits de tiers financeurs	3 703 450	2 919 797
Concours publics et subventions d'exploitation	1 530 884	1 734 277
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	-	-
Ressources liées à la générosité du public	659 857	611 380
<i>Dont Dons manuels</i>	639 857	590 143
<i>Dont Mécénats</i>	20 000	21 238
<i>Dont Legs, donations et assurances-vie</i>	-	-
Contributions financières	1 512 710	574 140
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	77 991	56 147
Utilisation des fonds dédiés	405 993	780 121
Autres produits	67 167	29 477
Total I	4 659 678	4 243 690
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	-	-
Variation des stocks	-	-
Achats de matières premières	-	-
Autres achats non stockés	-	-
Autres achats et charges externes	366 573	664 611
Aides financières	2 483 830	1 641 185
Impôts, taxes et versements assimilés	48 489	58 173
Salaires et traitements	714 002	712 110
Charges sociales	321 371	327 512
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	303 596	306 016
Dotations aux provisions	18 941	146 301
Reports en fonds dédiés	414 338	224 476
Autres charges	70 596	89 266
Total II	4 741 737	4 169 651
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	- 82 058	74 038
PRODUITS FINANCIERS		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	55	18
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	-
Différences positives de change	-	-
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total III	55	18
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-
Intérêts et charges assimilées	43 823	59 960
Différences négatives de change	-	-
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
Total IV	43 823	59 960
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	- 43 768	59 942
3. RESULTAT COURANT avant Impôts (I-II+III-IV)	- 125 826	14 097



	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	-	5 678
Sur opérations en capital	40 312	40 312
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	-	-
Total V	40 312	45 990
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	-	490
Sur opérations en capital	-	600
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-	-
Total VI	-	1 090
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	40 312	44 899
Total des produits (I+III+V+IX)	4 700 045	4 289 697
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII+X)	4 785 559	4 230 702
EXCEDENT OU DEFICIT	- 85 514	58 996
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	54 895	179 588
Benévola	7 068	8 506
TOTAL	61 963	188 094
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	-	-
Mises à disposition gratuite de biens	-	-
Prestations en nature	54 895	179 588
Personnel bénévole	7 068	8 506
TOTAL	61 963	188 094



SOMMAIRE

1. INFORMATIONS RELATIVES A L'ASSOCIATION ET FAITS CARACTERISTIQUES	9
1.1- Objet social, activités et moyens mis en œuvre.....	9
1.2- Les principaux faits marquants de l'exercice	11
1.3- Événements postérieurs à la clôture.....	11
2- PRINCIPES, REGLES ET METHODES D'ÉVALUATION.....	11
2.1- Généralités	11
2.2- Changements de méthode comptable et de présentation	12
2.3- Fait générateur pour l'enregistrement des produits	12
2.4- Immobilisations et Amortissements	12
2.5- Stocks et travaux en cours.....	13
2.6- Clients et comptes rattachés	13
2.7- Autres créances.....	13
2.8- Valeurs mobilières de placement.....	14
2.9- Fonds propres et réserves	14
2.10- Fonds dédiés	14
2.11- Emprunts.....	14
3- NOTES SUR LE BILAN	15
DETAIL DES COMPTES DE L'ACTIF.....	15
3.1- Tableau de variation de la valeur brute de l'actif immobilisé	15
3.2- Variation des amortissements	16
3.3- Variation des dépréciations.....	16
3.4- Autres créances.....	17
3.5- Charges constatées d'avance.....	17
DETAIL DES COMPTES DU PASSIF.....	17
3.6- Fonds propres	17
3.7- Fonds dédiés	18
3.8- Provision pour risques et charges	18
3.9- Dettes fournisseurs, dettes sociales et fiscales et charges à payer.....	19
3.10- Etat des échéances des dettes à la clôture de l'exercice	19
3.11- Produits constatés d'avance.....	19



4- NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT.....	20
4.1- Ressources et résultat d'exploitation	20
4.2- Produits financiers et charges financières.....	20
4.3- Produits exceptionnels et charges exceptionnelles.....	20
4.4- Impôt sur les sociétés	20
4.5- Excédent de l'exercice.....	20
5- AUTRES INFORMATIONS	21
5.1- Contributions en nature.....	21
5.2- Effectif au 31 décembre 2022	22
5.3- Engagements hors bilan à recevoir.....	22
5.4- Les trois rémunérations les plus élevées.....	23
5.5- Honoraires des CAC.....	23
5.6- Indemnité de départ en retraite	23
6- COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	24
6.1- Compte de Résultat par Origine et Destination.....	24
6.2- Tableau de rapprochement entre le compte de résultat et le CROD	26
7- COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES GLOBALISE (CER).....	27
7.1- CER - Emplois par destination / Ressources par Origine.....	27
7.2- CER – Contributions Volontaires en Nature	28



1. INFORMATIONS RELATIVES À L'ASSOCIATION ET FAITS CARACTERISTIQUES

1.1- Objet social, activités et moyens mis en œuvre

1.1.1- Objet social

Le Réseau Cocagne a pour objet de fédérer :

- les Jardins de Cocagne signataires de la Charte du Réseau Cocagne,
- les structures œuvrant dans les domaines de l'agriculture biologique, de l'environnement et/ou de la filière alimentaire signataires de la Charte du Réseau Cocagne.

Le Réseau Cocagne regroupe plus de 100 Jardins de Cocagne, représentant 5000 salariés et l'approvisionnement de 1480 points de dépôts en produits bio locaux et solidaires. Fermes en insertion certifiées "AB", les Jardins de Cocagne ont un double objectif : accompagner des personnes en situation de précarité dans leur projet professionnel et nourrir la population locale en légumes bio fraîchement récoltés, y compris les personnes ayant des revenus limités (programme d'accessibilité alimentaire).

Les Jardins de Cocagne adhèrent obligatoirement à la Charte des valeurs des Jardins de Cocagne qui définissent leurs missions :

- Une Mission sociale axée sur le droit au travail des personnes en fragilité sociale et professionnelle,
- Une mission agricole attachée au respect du vivant, pour défendre la Terre,
- Une mission alimentaire, territoriale, axée sur l'engagement de la population et la justice sociale,
- Une mission de travail en réseau de pairs et d'appartenance commune,
- Une mission d'inspiration des trajectoires économiques de la Transition 7

Le Réseau Cocagne accompagne les Jardins de Cocagne dans leur professionnalisation, la mutualisation d'outils et de savoir-faire et le développement de nouvelles activités pour faciliter la transition écologique et sociale de leur territoire. Le Réseau Cocagne est également un acteur des transitions sociale, écologique et alimentaire, accompagnant les politiques publiques dans ce sens.

1.1.2- Activités

La mission du Réseau Cocagne peut s'illustrer au travers des grandes missions d'une tête de réseau définies par le mouvement associatif :

La mise en réseau et l'animation

Tout au long de l'année, en fonction des projets déposés au travers des conventions avec les pouvoirs publics ou suite à une identification de besoin, le réseau national anime les membres de son réseau associatif (en visio ou en présentiel) sur ces différents domaines d'action autour de réunions, groupes de travail. L'animation du réseau permet de mutualiser les compétences, partager les retours d'expériences pour structurer le mouvement.

L'ingénierie

Dans le prolongement du premier point, l'association nationale assure aussi une mission de fonction support (négociation de branche, ressources humaines, accompagnement thématiques, etc...) mais aussi de recherches d'activités ou de dispositifs porteurs et structurant pour le réseau.

Les équipes du réseau apportent un appui opérationnel aux membres du réseau pour se professionnaliser et pour se positionner sur les thématiques de lutte contre la précarité et transition écologique et sociale.



Le pilotage de projet

Comme énoncé ci-avant, le Réseau Cocagne recherche des dispositifs pour le réseau mais est aussi en capacité de porter des projets structurants ou de développement. Sur l'année 2021, les programmes d'accessibilité alimentaires tels que le programme Paniers Solidaires ont été directement portés par le Réseau Cocagne. Ces projets sont portés par des salariés de l'association en lien avec des structures du réseau.

L'accompagnement personnalisé

Le développement et la diversité des projets couplés à la nécessité de professionnalisation des activités et des outils positionne le réseau dans une situation d'importante sollicitation des adhérents pour les aider ou parfois suppléer à des fragilités de terrain ou les accompagner dans leur phase de développement. Ces accompagnements sont ponctuels ou peuvent se prolonger sur plusieurs mois. Ces accompagnements sont réalisés par les salariés mais aussi par les bénévoles.

La fonction opérateur

Cette fonction traduit le rôle d'une tête de réseau qui porte la charge de gestion et l'exploitation de structure différente. Le fonds de dotation Cocagne don ou Cocagne investissement en sont un exemple. Le Réseau Cocagne s'associe également à ses adhérents ou partenaires de travail pour développer d'autres structures qui répondent aux besoins des adhérents ou viennent servir le développement du projet comme La SCIC Jardins d'Octet ou la création de l'association Travail et Transition qui portera les besoins des adhérents en matière de formation professionnelle.

Au travers de ses représentations, d'alerte, de sensibilisation, le réseau Cocagne défend l'intérêt des jardins de Cocagne et porte leur voix auprès des pouvoirs publics et des acteurs économiques.

Pour mener à bien ces missions, le réseau Cocagne et à travers elle souvent le réseau est habilité et agréé par les pouvoirs publics pour agir dans différents domaines : Habilitation Aide Alimentaire (PNA) et Organisme de formation.

1.1.3- Moyens mis en œuvre

Moyens financiers

Le réseau Cocagne nationale mobilise trois principaux types de moyens financiers pour mettre en œuvre ces projets :

- Les cotisations
- Les subventions qui relèvent d'organismes publics
- Les contributions financières passées avec des organismes privés
- Les dons de citoyens
- Dans une bien moindre mesure, il facture divers services proposés

Moyens humains

L'équipe salariée du Réseau Cocagne est composée de 18 salariés. Les personnes sont mobilisées souvent de façon transversale sur les différents projets conduits

Le Réseau Cocagne s'appuie également sur les 19 bénévoles du conseil d'administration fortement impliqués dans la mise en œuvre des programmes au travers de l'animation régionale, le suivi des adhérents, les groupes et commission de travail thématiques permettant de garantir l'adéquation des orientations stratégiques de l'association et leur mise œuvre, et assurer une remontée de terrain permanente des adhérents du Réseau.

Enfin, le Réseau Cocagne cherche à s'appuyer au maximum sur les ressources humaines des adhérents pour mobiliser leurs expertises et leur connaissance du terrain au travers du dispositif de Transfert de Savoir Faire, de la participation aux groupes de travail thématiques et la mise en place de référents régionaux thématiques (Alimentation et technique agro).



Partenariats

Les partenaires publics permettant d'agir dans la mise en œuvre des politiques publiques et de faire remonter les alertes de terrain de ses adhérents.

Les partenaires associatifs en s'associant aux autres réseaux de l'insertion, de l'aide alimentaire, du monde agricole. Le Réseau Cocagne s'inscrit également dans différents partenariats d'intérêt général.

Le réseau Cocagne est membre fondateur du Synesi (Syndicat employeur ACI), il est membre de France Active, l'association France Tiers Lieux, du mouvement des cuisines nourricières.

Le Réseau Cocagne développe un certain nombre de partenariats avec les entreprises privées, qui au-delà des financements apportés peuvent se concrétiser par des actions favorisant l'accès à l'emploi des publics accueillis dans les Jardins de Cocagne

1.2- Les principaux faits marquants de l'exercice

L'exercice 2024 a été marqué par :

- L'absence de financement comptabilisé au titre du FSE + . En effet, le Réseau Cocagne a répondu à un appel de projet FSE+ pour la période 2024-2026 , dont l'instruction s'est étendue jusqu'en mars 2025. Bien que l'instruction soit aboutie, l'absence de notification ou convention à la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration, ne nous permet pas de comptabiliser le montant de la subvention dont la demande s'élève à 296 400€ pour l'année 2024.
- L'obtention de l'agrément collectif de l'agence nationale du service civique, permettant à l'ensemble des adhérents du Réseau Cocagne d'accueillir des services civiques par l'intermédiaire de gestion du réseau Cocagne. Il n'y a pas eu de flux financier relatif à cet agrément en 2024.

1.3- Événements postérieurs à la clôture

Aucun évènement important, pouvant avoir une incidence sur les comptes qui vous sont présentés, n'est intervenu entre la date de clôture de l'exercice et la date d'arrêté des comptes annuels.

2- PRINCIPES, REGLES ET METHODES D'EVALUATION

2.1- Généralités

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions résultant des règlements ANC n° 2014-03 ayant valeur de plan comptable général, modifié par le règlement ANC n° 2018-01 du 20/04/2018 et du règlement n°2020-08 du 4 décembre 2020, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.



Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception du changement de méthode comptable relatif à la présentation dans l'annexe de l'état séparé des avantages et ressources provenant de l'étranger
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'ensemble des tableaux est présenté en euros sauf mention contraire.

2.2- Changements de méthode comptable et de présentation

Il n'y a eu aucun changement de méthode sur l'exercice 2024.

2.3- Fait générateur pour l'enregistrement des produits

Les règles sont fixées comme suit :

- pour les conventions de subventionnement, le fait générateur est la date de notification des dites conventions.
- pour l'ensemble des contributions financières, le fait générateur est celui de la date de notification de la contribution financière, même si le règlement ne parvient qu'au cours d'un exercice ultérieur.
- pour les cotisations, le produit est enregistré au moment de l'envoi du mémoire faisant et imputé sur l'exercice correspondant à la date inscrite sur la lettre d'appel. Cette lettre ne peut, en aucun cas, être considérée comme une facture.
- pour les dons, le produit est enregistré au moment du règlement et imputé sur l'exercice correspondant à la date inscrite sur la notification du donateur.

2.4- Immobilisations et Amortissements

Les immobilisations et dépréciations sont enregistrées conformément à la réglementation CRC 2002-10 et 2004-06.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.



Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité ou de la valeur d'usage prévue.

Pour les biens non décomposables, le tableau ci-dessous détaille les modes et durées d'amortissements ; les durées sont fondées sur les durées réelles d'utilisation.

Rubrique	Mode	Durée
Logiciels / Site internet	Linéaire	3 ans / 5 ans
Bâtiment	Linéaire	25 ans
Serres	Linéaire	20 ans
Systèmes d'irrigation	Linéaire	15 ans
Electricité	Linéaire	15 ans
Installat° générales	Linéaire	4 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	5 ans
Matériel informatique	Linéaire	4 ans
Mobilier	Linéaire	10 ans

2.5- Stocks et travaux en cours

Le réseau Cocagne ne valorise pas de stock en fin d'année. De ce fait aucune provision pour dépréciation des stocks n'est calculée.

2.6- Clients et comptes rattachés

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale et une dépréciation est constatée pour les créances comportant un risque de recouvrement.

2.7- Autres créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale et une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur enregistrée au bilan.

- Subventions / Contributions à recevoir

Une partie de l'activité du réseau Cocagne est financée par des fonds reçus de différentes entités publiques. La date de signature des subventions accordées et les dates de versement des acomptes et soldes octroyés ne sont pas réguliers d'une année sur l'autre et ne surviennent pas nécessairement dans l'année de l'utilisation de la subvention.

Souvent le versement du solde par le financeur est soumis à la présentation d'un rapport d'activité et d'un rapport financier justifiant l'utilisation de ladite subvention, voire à la transmission du procès-verbal de l'AG stipulant l'approbation des comptes de l'année concernée par la subvention.

Ces différents éléments sont transmis à l'organisme public après la clôture des comptes annuels. C'est pourquoi à la clôture de l'exercice, il subsiste un solde de subventions restant à recevoir, dont le versement peut survenir parfois plus de 6 mois après la clôture. Néanmoins et sauf exception, l'échéance des créances est de moins d'un an ;

- Les autres créances

Les autres créances correspondent, sans volonté d'exhaustivité, à des soldes relatifs aux charges de personnel (avances et acomptes sur salaires, créances auprès d'organismes sociaux notamment), produits à recevoir.

2.8- Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières (VMP) sont constituées de différents instruments financiers de type monétaire ou de titres à capital garanti.

Les instruments sont enregistrés à l'actif pour leur coût d'acquisition et une dépréciation est constituée dès lors que leur valeur de marché à la clôture de l'exercice est inférieure au coût d'acquisition.

Les plus-values latentes ne font pas l'objet d'une comptabilisation conformément au principe de prudence, mais sont comptabilisées au moment de leur réalisation.

2.9- Fonds propres et réserves

Les fonds propres sont affectés à l'activité de l'association. Ils ne peuvent être repris ni par les membres, ni par les apporteurs à l'exception des apports octroyés avec un droit de reprise.

Ils sont constitués par le cumul des apports et des excédents et déficits des exercices antérieurs.

2.10- Fonds dédiés

Les règles de comptabilisation des subventions et des contributions financières reçues pour la réalisation de projets spécifiques sont les suivantes :

- Lorsqu'une subvention annuelle ou un don reçu pour la réalisation d'un projet annuel spécifique inscrit dans les produits de l'exercice, n'a pu être utilisé en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par le réseau Cocagne envers le financeur est inscrit en charges sous le compte 689 « Reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte 194 « Fonds dédiés », pour la fraction non encore utilisée à la clôture de l'exercice
- Les sommes inscrites sous la rubrique « fonds dédiés » sont reprises au compte de résultat des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit du compte 789 « Utilisations des fonds dédiés ». Cette reprise est effectuée pour un montant égal à celui enregistré dans les charges d'allocation au financement de projets.
- Lorsqu'une subvention ou une contribution financière est relative à un projet pluriannuel, la quote-part de ressources liée aux engagements restant à réaliser au cours des années suivantes, est constatée dans le compte 487 « Produits constatés d'avance ».
- Les sommes inscrites sous la rubrique « produits constatés d'avance » sont reprises au compte de résultat des exercices suivants, au rythme de réalisation des engagements, par le crédit des comptes de produits associés.
- Lorsque des subventions ou des contributions financières sont dédiées à un projet défini, mais que celles-ci ne sont pas complètement utilisées, il est possible, en accord avec le financeur, de transférer la partie non réalisée sur un autre projet.

2.11- Emprunts

Les emprunts auprès des établissements de crédit sont comptabilisés au passif du bilan lors de leur contraction. Chaque année, selon l'échéancier de remboursement des emprunts, le montant de l'emprunt est diminué de la valeur du capital remboursé. Les intérêts inhérents à cet emprunt sont comptabilisés en charges financières.

3- NOTES SUR LE BILAN

DETAIL DES COMPTES DE L'ACTIF

3.1- Tableau de variation de la valeur brute de l'actif immobilisé

Elle se retrace comme suit :

Rubriques (en euros)	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Concessions brevets licences marques logiciels	58 206	-	-	58 206
- Autres immobilisations incorporelles	16 042	-	-	16 042
- Immobilisations incorporelles en cours	0	-	-	0
Immobilisations incorporelles	74 247	-	-	74 247
- Terrains (y compris aménagements : 511 k€)	1 201 906	-	-	1 201 906
- Construction	4 740 332	-	-	4 740 332
- Installations spécifiques	114 978	-	-	114 978
- Agencements aménag. divers	774 526	-	-	774 526
- Matériel de transport	3 063	-	-	3 063
- Matériel de bureau et informatique mobilier	29 897	2 500	4 292	28 105
- Autres immobilisations corporelles	69 329	-	-	69 329
Immobilisations corporelles	6 934 032	2 500	4 292	6 932 239
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
- Participations et créances rattachées	34 000	-	-	34 000
- Autres titres immobilisés	1 525	-	-	1 525
- Prêts, dépôts et autres créances	1 050	53 600	4 770	49 880
- Autres immobilisations financières	156 733	-	-	156 733
Immobilisations financières	193 308	53 600	4 770	242 138
ACTIF IMMOBILISE	7 201 587	56 100	9 062	7 248 625

En ce qui concerne les mouvements de la période :

- les acquisitions de la période concernent pour l'essentiel du renouvellement de matériel informatique,
- les sorties correspondent à la mise au rebus de matériel et logiciels informatiques obsolètes.



3.2- Variation des amortissements

Rubriques (en euros)	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Concessions brevets licences marques logiciels	5 177	578	-	5 755
- Autres immobilisations incorporelles	3 903	3 208	-	7 111
- Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	9 080	3 786	-	12 866
- Agencement et aménagement	133 798	22 660	-	156 458
- Constructions sur sol propre	1 274 330	211 896	-	1 486 226
- Installations techniques, matériel et outillage	57 039	5 892	-	62 932
- Installations générales, agencements aménag. divers	208 389	46 353	-	254 742
- Matériel de transport	2 788	-	-	2 788
- Matériel de bureau et informatique	21 912	5 545	4 292	23 165
- Mobilier	31 650	7 464	-	39 114
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	1 729 905	299 810	4 292	2 025 423
ACTIF IMMOBILISE	1 738 985	303 596	4 292	2 038 289

3.3- Variation des dépréciations

Rubriques (en euros)	Dépréciations à fin 2023	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à fin 2024
1- Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
2- Immobilisations corporelles	-	-	-	-
S/TOTAL	-	-	-	-
3- Immobilisations financières				
Participations	-	-	-	-
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts et autres immob financières	30 000	-	-	30 000
S/TOTAL	30 000	-	-	30 000
4- Actif circulant				
Créances clients et comptes rattachés	46 518	18 941	25 016	40 443
Autres créances	50 000	-	50 000	-
S/TOTAL	96 518	18 941	75 016	40 443
TOTAL	126 518	18 941	75 016	70 443



3.4- Autres créances

Les autres créances sont composées des rubriques suivantes :

Rubriques (en euros)	Montant
Fournisseurs, avances et acomptes	8 459
Personnel, avances et acomptes	5 077
Organismes sociaux, indemnités à recevoir	7 275
Subventions	2 030 094
Impôts et taxes	2 023
Produits à recevoir	374 018
TOTAL	2 426 946

3.5- Charges constatées d'avance

Elles s'élèvent à 29 k€ et sont relatives à des charges d'assurance et autres abonnements courants.

DETAIL DES COMPTES DU PASSIF

3.6- Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					-
Fonds propres avec droit de reprise					-
Ecart de réévaluation					-
Réserves	408 495	-			408 495
Autres réserves	705 000				705 000
Report à nouveau	244 797	58 996			303 793
Excédent ou déficit de l'exercice	58 996	58 996		85 514	85 514
Situation nette	1 417 288	-	-	85 514	1 331 774
Fonds propres consommables	-				-
Subventions d'investissement	659 374		-	40 312	619 062
Provisions réglementées	-				-
TOTAL	2 076 662	-	-	125 826	1 950 836



3.7- Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issue de	A l'ouverture de l'exercice	Reports (+)	Utilisations (-)	Transferts	A la clôture de l'exercice	
					Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subvention d'exploitation	138 371	148 823	96 182	-	191 012	-
Fonctionnement	42 189	-	-	-	42 189	-
Programmes France Relance	-	-	-	-	-	-
Programme Paniers solidaires	96 182	131 823	96 182	-	131 823	-
ANCT Ruralité 2024	-	17 000	-	-	17 000	-
Contributions financières d'autres organismes	2 803 537	72 150	205 971	-	2 669 716	-
Fonctionnement	2 618	-	-	-	2 618	-
Programme Paniers solidaires	24 454	72 150	24 454	-	72 150	-
Investissements	2 776 465	-	181 517	-	2 594 948	-
Ressources liées à la générosité du public	103 840	193 365	103 840	-	193 365	-
Dons	103 840	-	103 840	-	-	-
Programme Paniers solidaires	-	193 365	-	-	193 365	-
TOTAL	3 045 748	414 338	405 993	-	3 054 093	-

3.8- Provision pour risques et charges

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Amendes et pénalités					
Perte de change					
Pensions et obligations similaires					
Autres provisions pour risques et charges	143 757				143 757
TOTAL	143 757				143 757
Répartition des dotations et reprises :					
Exploitation					
Financières					
Exceptionnelles					



3.9- Dettes fournisseurs, dettes sociales et fiscales et charges à payer

La récapitulation des dettes par nature de charge, se présente comme suit :

Rubriques (en euros)	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	164 973
Dettes fiscales et sociales	177 726
Autres dettes	1 251 956
Produits constatés d'avance	1 444 860
TOTAL	3 039 515

3.10- État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit	1 319 928	206 493	680 187	433 248
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	164 973	164 973		
Dettes fiscales et sociales	177 726	177 726		
Autres dettes (**)	1 251 956	1 251 956		
Produits constatés d'avance	1 444 860	1 444 860		
TOTAL	4 359 442	3 246 007	680 187	433 248
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	280 095			
(**) Dont envers les associés				

3.11- Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 1 445 k€ composés pour l'essentiel des produits relatifs aux conventions pluriannuelles signées avec l'état.



4- NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

4.1- Ressources et résultat d'exploitation

Les ressources d'exploitation s'élèvent à 4 660 k€ en 2024.

Résultat d'exploitation (incluant la variation des fonds dédiés) : -82 k€
--

4.2- Produits financiers et charges financières

Les charges financières s'élèvent à 44 k€ en 2024 ; il s'agit de la charge d'intérêts des emprunts de la période.

Résultat financier : - 44 k€

4.3- Produits exceptionnels et charges exceptionnelles

Le résultat exceptionnel provient pour l'essentiel de la comptabilisation de la quote-part des subventions d'investissements de la période (40 k€).

Résultat exceptionnel : 40 k€

4.4- Impôt sur les sociétés

Impôt sur les sociétés 2024 : 0 k€

4.5- Déficit de l'exercice

Déficit de l'exercice 2024 : 86 k€



5- AUTRES INFORMATIONS

5.1- Contributions en nature

3 niveaux de contribution volontaires en nature sont à distinguer :

- Les prestations de services en nature qui comprennent
 - les mécénats de compétences par les entreprises mécènes la valorisation est fournie par les entreprises.
 - la contribution des adhérents Cocagne qui mettent à disposition du conseil d'administration du Réseau Cocagne un-e salarié-e pour les représenter
- Le bénévolat qui se limite aux administrateurs bénévoles

La mise à disposition des temps par l'ensemble des adhérents du Réseau Cocagne n'a pu être recensé en 2023.

Valorisation et recensement des heures des administrateurs du Réseau Cocagne

La valorisation horaire est homogène quelle que soit la nature ou la fonction de l'administrateur bénévole. La valorisation se base sur la moyenne du coût des 5 salaires les plus élevés au Réseau Cocagne soit 54€ par heure.

Le recensement s'appuie sur plusieurs pratiques :

- le recensement des participations aux conseils d'administration sur base des PV de séances, des participations aux bureaux du CA
- un reporting des temps passés au bénéfice du Réseau Cocagne pour l'animation régionale, l'accompagnement des adhérents, les mandats dans les instances externes, la représentation, la participation aux commissions et groupe de travail du réseau Cocagne via un logiciel gestion des temps.

Quantification du bénévolat

Le temps consacré par conseil d'administration a été estimé à 2h+1h de préparation pour les réunions en Visio conférence et 7+1h de préparation pour les réunions en présentiel sur une journée

Le temps consacré par réunion de bureau a été quantifié à 3h

Compte tenu de la portée nationale du Réseau Cocagne, le temps de transport est pris en compte également sur base déclarative et est valorisé pour moitié

On note que le temps du Président n'a pas été retenu dans ce recensement et cette quantification sur l'exercice.

La valorisation retenue est la suivante :

	<i>Mécénat de compétence</i>	<i>19 012 €</i>
	<i>Conseil d'administration</i>	<i>35 884€</i>
862	Prestations de services	54 896 €
864	Personnel bénévole (CA)	7 069 €
	Total	61 965 €



Les contributions volontaires en nature du conseil d'administration (prestation et bénévolat) représentent 42 k€ pour 0.53 ETP

5.2- Effectif au 31 décembre 2024

À fin décembre 2024, le personnel salarié de l'association compte 18 personnes.

	Femmes	Hommes	Total
Cadres	10	6	16
Non-Cadres	2	0	2
Total	12	6	18

5.3- Engagements hors bilan à recevoir

Emprunts auprès de la Nef et du Crédit coopératif

Réseau Cocagne a signé des emprunts pour 500 k€ auprès de la Nef et 650 k€ auprès du Crédit coopératif pour une durée de 15 ans assorti d'une hypothèque.

Programme « Mieux manger pour tous »

Réseau Cocagne a signé avec le ministère des Solidarités, une convention portant sur le déploiement du programme paniers solidaires sur la période 2023-2025 à hauteur de 2 998 800€. Le montant comptabilisé au titre de l'année 2024 s'élève à 999 400€. La subvention étant conditionnée à la réalisation de ce programme par les Jardins de Cocagne adhérents, le montant de l'année 2025 n'est pas inscrit dans les comptes. Le financement des jardins de Cocagne par cette subvention par subdélégation, augmenté des collectes de dons, a été contractualisé en aide financière pour 1.3 million d'euros.

réseaux de service civique.

Réseau Cocagne a été agréé collectivement pour la plupart de ses membres pour une durée de 3 ans pour accueillir des volontaires en service civique. La gestion des contrats sera portée par le réseau Cocagne.



5.4- Les trois rémunérations les plus élevées

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevée à 189 k€.

5.5- Honoraires des CAC

Les honoraires versés au titre du commissaire aux comptes s'élèvent pour l'exercice 2024 à 12 k€.

5.6- Indemnité de départ en retraite

La provision pour départ à la retraite tient compte de la réforme des retraites ou Loi Fillon (loi n°2003-775 du 21/08/2003) actualisée des derniers textes (loi n°2010-1330 du 09/11/2010),

La provision pour départ à la retraite s'élève à 15 k€ à fin décembre 2024. Le calcul de cet engagement prend en compte :

- les données statistiques issues de la table de mortalité de l'INSEE 2024,
- l'application d'une revalorisation des salaires de 1% pour l'ensemble des personnels (cadre et non cadre),
- l'hypothèse d'un départ à la retraite à l'âge de 60 - 67ans,
- l'application d'un taux de charges sociales et fiscales de 50 % pour le personnel « cadre » et de 50 % pour le personnel « non-cadre »,
- un taux de mobilité (turn-over) retenu pour toutes les catégories comme « faible »,
- un taux d'actualisation de 3.35 % (taux IBOXX Corporates AA).



5.7- Etat des avantages et des ressources en provenance de l'étranger

(d'un état étranger, d'une personne morale étrangère, d'un dispositif juridique de droit étranger comparable à une fiducie, d'une personne physique non-résidente fiscale en France)

Néant



6- COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

6.1- Compte de Résultat par Origine et Destination

Tableau de synthèse

PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	2 024		2 023	
	Total	Dont AGP	Total	Dont AGP
PRODUITS PAR ORIGINE				
PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	659 857	659 857	611 380	611 380
Cotisations sans contrepartie				
Dons, legs et mécénat	659 857	659 857	611 380	611 380
Dons manuels	639 857	639 857	590 143	590 143
Legs, donations et assurances-vie				
Mécénat	20 000	20 000	21 238	21 238
Autres produits liés à la générosité du public				
PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	2 028 296		1 110 376	
Cotisations avec contrepartie	352 328		357 801	
Parrainage des entreprises				
Contributions financières sans contrepartie	1 512 710		334 140	
Autres produits non liés à la générosité du public	163 258		418 435	
SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	1 530 884		1 734 277	
REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	75 016		53 543	
UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	405 993	103 840	780 121	105 124
Total	4 700 045	763 697	4 289 697	716 504
CHARGES PAR DESTINATION				
MISSIONS SOCIALES	3 728 090	494 862	3 249 349	529 889
France	3 728 090	494 862	3 249 349	529 889
Actions réalisées par l'organisme	1 244 261	293 015	1 608 163	332 351
Interventions à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	2 483 830	201 847	1 641 185	197 538
RAIS DE RECHERCHE DE FONDS	67 790	23 331	87 668	20 517
Frais d'appel à la générosité du public	23 331	23 331	20 517	20 517
Frais de recherche d'autres ressources	44 459		67 151	
RAIS DE FONCTIONNEMENT	556 400	52 139	522 907	62 258
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	18 941	-	146 301	-
IMPÔT SUR LES BENEFICES				
REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	414 338	193 365	224 476	103 840
TOTAL	4 785 559	763 697	4 230 701	716 504
EXCEDENT OU DEFICIT	- 85 514	-	58 996	-
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS PAR ORIGINE				
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Revolut	7 068		8 506	
Contributions en nature	54 895	19 012	179 588	-
Dons en nature	-	-	-	-
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	-	-	-	-
CONCOURS PUBLICS EN NATURE	-	-	-	-
TOTAL	61 963	-	188 094	-
CHARGES PAR DESTINATION				
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	19 012	19 012	42 467	-
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	42 951	-	145 626	-
TOTAL	61 963	19 012	188 094	-

6.1.1- Produits par origine

a- Produits liés à la générosité du public

Les ressources en provenance des dons manuels et du mécénat représentent 782 708 euros soit 16% des ressources d'exploitation. Il s'agit pour l'essentiel de dons issus des produits AGIR du Crédit coopératif, de la collecte de titres restaurant via Edenred, des dons issus des LDDS et de mécénat de compétence.

Association Réseau Cocagne
Comptes annuels clos le 31.12.2024



b- Produits non liés à la générosité du public

- *Cotisations avec contrepartie*

Cette rubrique comprend les cotisations des Jardins de Cocagne, structures associatives autonomes et indépendantes qui adhèrent au réseau Cocagne.

- *Contreparties financières sans contrepartie*

- La rubrique comprend pour l'essentiel des soutiens financiers en provenance de fondations d'entreprises. Ces dernières représentent 1 512 715 euros soit 31% des ressources d'exploitation.

- *Autres produits non liés à la générosité du public*

Cette rubrique comprend pour l'essentiel les ressources issues de l'activité formation, prestations de services, location de salles, ventes de livres, etc. pour un total de 163 258 euros, les produits divers de gestion et la quote-part des subventions d'investissement virée au compte de résultat.

c- Subventions et autres concours publics

Les subventions et concours publics constituent la principale source de ressources du réseau Cocagne (soit 32 % des ressources d'exploitation). Il s'agit de subventions/concours en provenance de structures françaises.

d- Reprises sur provisions et autres dépréciations

Il s'agit principalement de la reprise de provision sur sous réalisation sur le dossier FSE 2018-2020.

e- Utilisation de fonds dédiés antérieurs

Cette rubrique constate la quote-part consommée au titre de l'exercice qui était inscrite en fonds dédiés en 2023 notamment sur le programme « Paniers solidaires ».

6.1.2- Charges par destination

Le Réseau Cocagne dispose d'une comptabilité analytique par programmes et sections analytiques qui permet de disposer du détail des charges directes par programmes, par financeur et enfin du détail des charges de fonctionnement de l'association.

Les charges de personnel sont affectées en fonction des temps passés par les équipes sur les programmes et/ou les sections analytiques (traitement des dons et fonctionnement).

a- Missions sociales

Les missions sociales du Réseau Cocagne peuvent être regroupées sous 3 rubriques :

- l'aide alimentaire (notamment le programme « Paniers solidaires »),
- les missions « socle » du Réseau relatives à l'accompagnement des jardins de Cocagne,
- les autres actions.

Les missions sociales représentent des 77 % des charges de l'exercice.



b- Les frais de recherche de fonds

Les frais d'appel et de gestion des dons regroupent toutes les dépenses liées à la collecte des dons et au traitement de ceux-ci (budget communication, maintenance d'outils informatiques, charges de personnel, etc.). Par délibération du Conseil d'administration, les frais de collecte sont couverts dans la mesure du possible par les ressources en provenance de l'appel à la générosité du public (AGP).

c- Les frais de fonctionnement

Les frais de fonctionnement représentent 13% des charges de l'exercice 2024. Après affectation des frais généraux aux programmes d'aides alimentaires où la part est volontairement limitée, les frais restants sont imputés aux autres centres analytiques en proportion de la part qu'ils représentent dans le budget du Réseau Cocagne (total produits).

d- Dotation sur provisions et autres dépréciations

Pour plus de détail, voir les paragraphes 3.2, 3.3 et 3.8 de l'annexe.

e- Report en fonds dédiés de l'exercice

Cette rubrique constate la quote-part non consommée au titre de l'exercice des programmes et actions considérés comme des projets définis.

6.2- Tableau de rapprochement entre le compte de résultat et le CROD

	Missions sociales				Frais de recherche de		Frais de fonctionnement	Dotation aux provisions	Impôt sur les bénéfices	Report en fonds dédiés	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	En France		A l'étranger		Générosité du public	Autres ressources					
	par l'organisme	Versements à d'autres organismes	par l'organisme	Versements à d'autres organismes							
ats de marchandises	= 107 151 €						= 11 255 €				= 118 405 €
ation de stock											= €
es achats et charges externes	= 64 392 €						= 183 776 €				= 248 168 €
s financières		= 2 483 830 €									= 2 483 830 €
is, taxes et versement assimilés	= 763 €										= 763 €
res et traitements et TS	= 733 378 €				= 23 331 €	= 44 459 €	= 281 931 €				= 1 083 099 €
ges sociales											= €
itions aux amortissements et dépréciations	= 303 596 €										= 303 596 €
itions aux provisions								= 18 941 €			= 18 941 €
its en fonds dédiés										= 414 338 €	= 414 338 €
es charges							= 70 596 €				= 70 596 €
ges financières	= 34 990 €						= 8 842 €				= 43 832 €
ges exceptionnelles											= €
icipations des salariés aux résultats											= €
si sur les bénéfices											= €
	= 1 244 261 €	= 2 483 830 €	= €	= €	= 23 331 €	= 44 459 €	= 556 400 €	= 18 941 €	= €	= 414 338 €	= 4 785 559 €
urs en nature											= €
is à disposition gratuites de biens											= €
tations de services	-19012	0	0	0	0	0	35 883,00				= 54 895,00 €
onnel bénévole		0	0	0	0	0	7 068,00				= 7 068,00 €
	= 19 012,00 €	= €	= €	= €	= €	= €	= 42 951,00 €	= €	= €	= €	= 61 963,00 €



7- COMPT E D' EMP LOI ANNUEL DES RESSOURC E
S G LO B A L I S E (C E R)

7.1- CER - Emplois par destination / Ressources par Origine

		2023	2024	2023	2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE					
1 - MISSIONS SOCIALES					
1.1 Réalisées en France					
-Actions réalisées par l'organisme	293 015	322 351			
-Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant	201 847	197 538			
1.2 Réalisées à l'étranger					
-Actions réalisées par l'organisme					
-Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger					
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS					
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	23 331	20 517			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources					
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	52 138	62 258			
TOTAL DES EMPLOIS	570 322	582 664			
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS					
5 - REPORTS EN FONDS DEBIES DE L'EXERCICE	103 365	103 940			
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE					
RESSOURCES DE L'EXERCICE					
1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC					
1.1 Cotisations sans contrepartie					
1.2 Dons, legs et mécénats					
-Dons manuels			639 857 €		590 143 €
-Legs, donations et assurances-vie					
-Mécénats			20 000		21 238
1.3 Autres ressources liées à la générosité du public					
TOTAL DES RESSOURCES			659 857		611 380
2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS					
3 - UTILISATIONS DES FONDS DEBIES ANTERIEURS			103 940		105 124
DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE					
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HO					
(+/-) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public					
(-) Investissements et (+) déinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exerc					
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS					
CONTRIBUTION VOLONTAIRES EN NATURE					
EMPLOIS DE L'EXERCICE					
1. Contributions volontaires aux missions sociales	89 012	-			
2. Contribution volontaires à la recherche de fonds					
3. Contributions volontaires au fonctionnement					
TOTAL	89 012	-			

